

COMMENTAIRES AU RAPPORT
"Instabilité, incertitude
et efficience des organisations africaines"

Olivier DOLLFUS
Professeur de Géographie
Université Paris VII

COMMENTAIRES AU RAPPORT

"Incertitudes, instabilité et efficacité des organisations africaines"

**Olivier DOLLFUS
Professeur de Géographie
Université Paris VII**

Mon intervention se situe dans deux perspectives : celle de la comparaison avec des situations récentes en Amérique Latine ; celle de la prise en compte de l'histoire longue pour la compréhension des comportements et attitudes, des choix stratégiques qui sont au cœur des sociétés africaines.

Une première remarque avant de développer les deux points évoqués précédemment. En lisant les différentes contributions, un géographe reste frappé autant par la richesse des références théoriques qui permettent de bien situer les concepts d'incertitude et d'instabilité, de risques que par l'absence de référence territoriale : l'Afrique subsaharienne est considérée comme un tout homogène dont les objets, les problèmes ne sont ni situés ni différenciés les uns par rapport aux autres spatialement.

COMPARAISON AVEC D'AUTRES CONTINENTS

Même si les pauvretés, notamment rurales, ne sont pas de mêmes niveaux en Amérique Latine, en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, partout on constate des choix qui contribuent à minorer un gain plus grand mais plus aléatoire au profit d'une production moindre mais plus garantie. La plupart des systèmes de production agricole le montrent. Seuls les riches, qui ont des réserves et peuvent faire face à un coup dur ou les très pauvres qui sont conduits à une situation du "tout ou rien", par exemple pour essayer de se sortir d'un endettement risquant de faire disparaître leur entreprise ou exploitation agricole, jouent le risque plutôt que le gain réduit mais plus sûr. On note cependant parfois dans le domaine agricole un ajustement des choix de productions qui n'est pas toujours totalement calqué sur les conditions naturelles. Ainsi, en Inde, François Durand Dastès montre-t-il que la plupart des systèmes agricoles ont des rendements optimaux lorsque les pluies sont un peu supérieures aux "normales" (moyennes pluviométriques calculées par période de trente ans) : on espère, peut-être inconsciemment, qu'il pleuvra un peu plus que les données climatiques permettent de le prévoir, d'où, en "année moyenne", des rendements un peu plus faibles que si le choix des cultivateurs s'était porté sur les variétés adaptées à une moindre pluviosité.

En revanche pour les dernières décennies, en Amérique Latine, en Amérique Andine un pari sur l'avenir a été fait en investissant dans la formation des enfants, l'éducation permettant à la fois mobilité sociale, meilleure adaptation à la vie urbaine, promotion. Investissement prioritaire, pariant sur le long terme plutôt que des investissements privilégiant, à dépense égale, une amélioration de l'entreprise agricole ou artisanale. On doit remarquer qu'au moins jusqu'en 1975 le calcul a, dans l'ensemble, été bon et a répondu en partie aux espoirs. D'autre part, il coïncidait avec un effort financier public

important. En revanche, avec les ajustements structurels, la montée du chômage chez les "instruits" comme chez ceux qui le sont moins, les difficultés rencontrées par des classes moyennes qui connaissent une paupérisation réelle depuis une douzaine d'années dans la plupart des pays d'Amérique Latine, on peut s'interroger aujourd'hui sur la pertinence de ces choix. Cependant on constate, en particulier dans les campagnes en crise du Cusco au Pérou, que les "jeunes instruits" ont su, face aux incertitudes et aux risques, élaborer des stratégies de survie plus efficaces et plus "agressives" que ceux qui n'avaient pas fréquenté les écoles et universités. Mais cela tient peut-être parfois à l'information qu'ils sont susceptibles d'avoir et de traiter : ce qui est pour les "non instruits" une incertitude, c'est-à-dire un coup inattendu devient chez les instruits une possibilité à laquelle il convient de se préparer et de faire face. Enfin, même en situation difficile, ils se révèlent prêts à prendre des risques pour gagner davantage : par exemple affréter un camion pour vendre à 500km de là des produits (des oignons et de l'orge) deux fois plus cher que sur les marchés locaux, mais avec le "risque" d'être détroussés par des bandits en cours de route ou rançonnés par les bandes du "sentier lumineux".

Comme Ph. Hugon, et à la différence d'Hernando de Soto, économiste péruvien, qui dans un livre très vendu en Amérique Latine *"El otro Sendero"* affirme que le secteur informel (artisanat et très petites entreprises) est une pépinière permettant le développement d'un réseau de PMI/PME, je crois qu'il faut insister sur les problèmes structurels de l'informel : il peut s'étendre, mais il ne permet pas l'émergence, sauf exception, de PMI/PME. La démonstration de Ph. Hugon est convaincante et me paraît devoir être adaptée aussi aux situations d'Amérique latine.

En revanche, je suis un peu étonné de l'absence de référence aux questions d'instabilité et de risques liés à l'inflation

monétaire. Est-ce dû à la relative stabilité monétaire des pays appartenant à la "zone franc" et qui les distingue ainsi de républiques d'Amérique latine aux taux d'inflation à deux ou trois zéros ?

HISTOIRE LONGUE ET COMPORTEMENTS

Dans ce continent malheureux dans son histoire longue, au moins dans une vision extérieure, affecté par tout un ensemble de chocs asymétriques : les guerres et les razzias pour l'esclavage, la colonisation, l'exploitation, un découpage en Etats, imposés, une croissance démographique mal assumée, des difficultés à définir des stratégies à long terme pour faire face aux oscillations pluviométriques, le SIDA, etc..., les populations me semblent avoir privilégié la force du lien social plutôt que l'accumulation marchande. On "accumule" du social, de la solidarité pour faire face aux difficultés : d'où l'importance des appartenances ethniques qui permet des solidarités identitaires, des communautés villageoises qui favorisent la solidarité territoriale, maintenant des groupements villageois, mais aussi les liens familiaux, l'appartenance à une classe d'âge. Chacun est enserré dans un treillage dense de liens horizontaux et verticaux qui favorisent la survie face aux chocs extérieurs. L'Etat néopatrimonial ou clientéliste ne ressort-il pas de la même logique ?

En Afrique est-ce qu'à partir de l'économie on ne fabrique pas du social au détriment de l'accumulation économique? A cet égard, la remarque d'un des auteurs se demandant s'il y a une crise particulière des années récentes en Afrique ou, au contraire, si l'on est dans un "trend" de longue durée marqué par l'instabilité et l'insécurité auxquelles les populations ont su faire face par des structures de solidarité, me paraît intéressante. Mais alors il faudrait aussi mettre en face une autre réflexion : si l'individualisme émergeait en Afrique, comme

de nombreux indices permettent de le penser, ne va-t-on pas vers des populations plus désarmées qu'avant, sans la souplesse et la force des liens solidaires parfois lourds à gérer. Mais alors, la réussite particulière de quelques-uns ne masquerait-elle pas la fin d'un vieux comportement collectif face aux risques et aux incertitudes? Ne déboucherait-on pas ainsi sur une vraie crise sociale, en profondeur, de l'Afrique? C'est une question à laquelle les chercheurs africains doivent nous apporter des réponses.